MAI 1963

L. 8309/1.

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre des Affaires économiques et de l'Energie, le 6 mars 1963, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "d'exécution de la loi du 27 juillet 1961, portant certaines mesures en faveur du personnel de carrière des cadres d'Afrique, en ce qui concerne le recrutement aux emplois dans certains organismes d'intérêt public", a donné le 18 mars 1963 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 6e maart 1963 door de Minister van Economische Zaken en Energie verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot uitvoering van de wet van 27 juli 1961, houdende sommige maatregelen ten gunste van het beroepspersoneel van de kaders van Afrika, wat betreft de werving voor de bij de wet van 16 maart 1954 bedoelde instellingen van openbaar nut", heeft de 18e maart 1963 het volgend advies gegeven :

Le projet règle l'exécution de l'article 6 de la loi du 27 juillet 1961, portant certaines mesures en faveur des membres du personnel de carrière des cadres d'Afrique, en ce qui concerne l'admission de ces agents aux divers emplois à conférer dans les organismes d'intérêt public visés à l'article 1er de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public qui relèvent du Ministre des Affaires économiques et de l'Energie.

Il s'agit des organismes suivants :

1° Régie des services frigorifiques de l'Etat belge;

2° Office de récupération économique (O.R.E.);

3° Office commercial au ravitaillement;

4° Institut pour l'encouragement de la recherche scientifique dans l'industrie et l'agriculture (I.R.S.I.A.);

5° Institut belge de normalisation;

6° Institut national de l'industrie charbonnière;

7° Institut national des mines;

8° Office national du Ducroire.

A ce jour le statut du personnel des organismes que le projet concerne n'a pas encore été fixé par le Roi en exécution de l'article 11, alinéa 1er de la loi précitée du 16 mars 1954, mais il faut observer que les agents définitifs de la Régie des services frigorifiques étaient soumis à un régime statutaire en vertu de l'article 19 de l'arrêté-loi du 14 novembre 1944 portant création de cette Régie; l'abrogation de

/

cet arrêté-loi dans le cadre de la mise en concordance du statut organique de la Régie avec la loi du 16 mars 1954 n' a pu avoir pour effet d'enlever aux agents définitifs de cet organisme le bénéfice du régime statutaire.

Le projet doit donc prévoir un ensemble de règles s'adaptant aux différentes modalités de recrutement propres à chacun des organismes qu'il concerne.

Pour l'application de la loi du 27 juillet 1961, qui prévoit des règles distinctes selon qu'il s'agit de recrutement à des emplois permanents ou de recrutement à titre temporaire, lorsque le recrutement a lieu sur la base d'un contrat, il faudra considérer qu'il y a recrutement à titre définitif quand le contrat d'engagement est conclu pour une durée indéterminée, et qu'il y a recrutement à titre temporaire lorsque le contrat est conclu pour une durée déterminée, ou lorsque l'engagement est fait en vue d'effectuer un travail déterminé dont l'exécution est limitée dans le temps.

OBSERVATIONS PARTICULIERES.

Préambule.

A l'alinéa 2 du préambule, la mention de l'arrêté royal du 18 décembre 1957 doit être omise ou rédigée comme suit : "modifié notamment par l'arrêté royal".

.../...

Le considérant ainsi que les références aux dispositions légales ou réglementaires fixant le statut organique des divers organismes que le projet concerne peuvent être omis sans inconvénient.

Il n'est pas nécessaire de viser les avis émis par les conseils d'administration de ces organismes, la formalité de leur consultation n'étant pas requise en l'occurrence. Le projet, en effet, constitue uniquement un acte d'exécution de la loi du 27 juillet 1961 : il ne peut, d'aucune manière, être considéré comme un acte d'administration ou de gestion relatif à ces organismes.

Le Ministre de l'Agriculture, qui exerce un pouvoir de contrôle sur l'I.R.S.I.A. en vertu de l'article 9 du statut de cet organisme, doit figurer parmi les Ministres qui proposent et contresignent l'arrêté et seront chargés de son exécution.

Article 1er.

Puisque l'article 1er énumère les organismes d'intérêt public que le projet concerne, il est inutile de préciser qu'il s'agit d'organismes repris à l'article 1er de la loi du 16 mars 1954.

\+ +

.../...

Il est proposé de lire l'alinéa 2 comme suit :

"Toutes les conditions et formalités qui sont prévues pour le recrutement à ces emplois leur sont...".

Article 2.

Les formalités prévues par cet article sont déjà imposées d'une manière générale à tous les organismes d'intérêt public visés par la loi du 16 mars 1954, par l'arrêté royal du 1er octobre 1962 d'exécution de l'article 6 de la loi du 27 juillet 1961 portant certaines mesures en faveur du personnel de carrière des cadres d'Afrique en ce qui concerne les recrutements dans certains services publics (Moniteur belge du 13 octobre 1962, p. 9059). Il convient, dès lors, d'omettre cet article.

Article 3.

Le § 1er concerne le programme de l'épreuve d'admission qu'il incombe au Roi de déterminer en vertu de l'article 6, § 1er, alinéa 2, 8°, de la loi du 27 juillet 1961. Il s'inspire très largement de l'article 3 de l'arrêté royal du 4 décembre 1961 relatif à l'exécution du même article 6 en ce qui concerne les provinces et les communes.

.../...

Toutes les hypothèses en matière de programme d'examen ou de concours d'admission aux emplois à conférer dans les organismes visés ont été envisagées, sauf celle où l'examen ou le concours ordinaire comporte uniquement une épreuve sur des matières déterminées destinée à vérifier les connaissances classiques et la culture générale des récipiendaires.

En vue de combler cette lacune, l'article devrait être complété par une disposition identique ou analogue à celle du point 4 de l'article 3 de l'arrêté royal du 4 décembre 1961 précité.

\+ +

Le § 2 trouverait plus logiquement sa place à l'article 5 du projet qui concerne le mode de classement des candidats aux emplois réservés et détermine les critères selon lesquels ce classement doit avoir lieu.

\+ +

Le § 3 ne respecte pas les dispositions de l'article 6, § 1er, alinéa 3, de la loi du 27 juillet 1961 sur lequel il est fondé.

Les seules conditions complémentaires qui peuvent être imposées aux candidats aux emplois réservés sont des conditions d'âge et des conditions de capacité scientifique ou professionnelle. Ces conditions doivent être déterminées par le Roi. Elles ne peuvent être imposées que lorsque les emplois à conférer constituent des emplois techniques ou spéciaux qui ont été désignés comme tels par le Roi.

.../...

Le Roi ne peut déléguer au conseil d'administration de l'I.R.S.I.A. le pouvoir qui lui est attribué par l'article 6, § 1er, alinéa 3, de la loi du 27 juillet 1961.

La décision de classer l'emploi de chercheur permanent et celui d'attaché de recherche à l'I.R.S.I.A. parmi des emplois techniques ou spéciaux au sens de l'article 6, § 1er, alinéa 3, de la loi du 27 juillet 1961, doit donc être formulée dans l'arrêté.

Il convient aussi que le projet précise l'âge que les bénéficiaires de l'article 6, § 1er, de la loi du 27 juillet 1961 ne peuvent, en aucun cas, dépasser ainsi que les conditions de capacité professionnelle ou scientifique auxquelles ils doivent satisfaire lorsqu'ils sont candidats à ces emplois techniques ou spéciaux.

Compte tenu de ces observations, il est suggéré de remplacer le § 3 de l'article 3 du projet par le texte suivant :

"§ 3. Les emplois de chercheur permanent et d'attaché de recherche à l'Institut pour l'encouragement de la recherche scientifique dans l'industrie et l'agriculture constituent des emplois techniques au sens de l'article 6, § 1er, alinéa 3, de la loi du 27 juillet 1961.

Pour accéder à ces emplois, réservés conformément à l'article 6, § 1er, alinéa 1er, de cette loi, les candidats bénéficiaires de l'article 6, § 1er, de la même loi ne peuvent avoir dépassé l'âge de ... ;

.../...

ils doivent, en outre, satisfaire aux mêmes conditions de pratique professionnelle et de capacité scientifique que les candidats non bénéficiaires dudit article 6, § 1er".

Article 5.

En fait, l'article 12 de la loi des 3 août 1919 et 27 mai 1947 sur les priorités aux emplois publics ne trouve plus application en ce qui concerne les organismes d'intérêt public.

Tenant compte de cette remarque ainsi que de celle qui a été faite au sujet du § 2 de l'article 3 du projet, il est proposé de rédiger l'article 5 comme suit :

"Article 5.-

§ 1er. Lorsque le nombre de candidats bénéficiaires du présent chapitre qui remplissent toutes les conditions d'admission requises est supérieur au nombre d'emplois réservés, les intéressés sont classés dans l'ordre de préférence établi selon le nombre total des points obtenus suivant les barèmes ci-après :

1° activité de service ... (la suite comme à l'article 5, § 1er, du projet, sauf au pénultième alinéa, où il faut renvoyer au 2° et au 3° et non aux 1° et 2°).

.../...

§ 2. Lorsque l'emploi à conférer tombe sous l'application de la loi des 3 août 1919 et 27 mai 1947, les candidats bénéficiaires du présent chapitre qui remplissent toutes les conditions d'admission requises sont inscrits, dans l'ordre, sur une des cinq listes prévues à l'article 5 de cette loi.

Dans la liste où ils ont été inscrits, ils sont classés dans l'ordre de préférence établi selon le nombre total des points obtenus d'après les barèmes déterminés au § 1er".

\+ +

L'expression "qui remplissent toutes les conditions requises" couvre tant l'hypothèse du recrutement soumis à la condition de l'épreuve d'admission que celle du recrutement sans examen.

Article 6.

Les mots "jusqu'à épuisement du quota réservé" devraient être remplacés par les mots "dans les limites du quota réservé".

Article 7.

En vertu de l'article 6, § 1er, alinéa 2, 8°, et alinéa 3, de la loi du 27 juillet 1961, les candidats aux emplois réservés ne sauraient, en aucun cas, être soumis à un "concours".

.../...

Par "lauréats", il y a lieu d'entendre les candidats aux emplois réservés qui ont obtenu à l'épreuve d'admission le minimum des points requis. Il faut que ce soit précisé dans le texte.

Il n'est pas exclu, a priori, que les règlements qui régissent les recrutements dans les organismes que le projet concerne puissent prévoir la constitution d'une réserve de recrutement même lorsque les candidats ne sont soumis à aucun examen d'admission.

Les termes de cet article impliquent la possibilité de constituer une réserve de recrutement pour les candidats aux emplois réservés qui ont obtenu le minimum des points requis mais ne se sont pas classés en ordre utile pour être nommés ou engagés. Il convient de le prévoir explicitement.

Pour toutes ces raisons, l'article 7 devrait être rédigé comme suit :

"Article 7.-

Si un ou plusieurs emplois permanents identiques à ceux que le recrutement avait pour but de conférer deviennent vacants, 50 p.c. de ces emplois sont attribués directement aux candidats bénéficiaires du présent chapitre qui n'ont pas été classés en ordre utile mais qui remplissaient toutes les conditions d'admission requises, selon l'ordre de leur classement, sans préjudice toutefois du droit de priorité qui est éventuellement accordé aux lauréats d'un concours à la catégorie supérieure.

.../...

L'alinéa 1er n'est applicable que dans la mesure où les règles en vigueur en matière de recrutement à titre définitif dans les organismes d'intérêt public, mentionnés à l'article 1er du présent arrêté, prévoient la constitution d'une réserve de recrutement, et dans les limites de la durée de validité de cette réserve".

Article 9.

Pour être conforme à l'article 6, § 1er, alinéa 1er, de la loi du 27 juillet 1961, l'article 9, dans sa seconde partie, devrait également prévoir l'hypothèse d'un nouveau recrutement par voie d'appel aux candidats.

Il échet aussi de régler la question dans l'éventualité où le recrutement a lieu sans aucun examen d'admission.

L'article 9 serait mieux rédigé comme suit :

"Article 9.-

Si le nombre des candidats bénéficiaires du présent chapitre qui remplissent toutes les conditions d'admission requises est inférieur au nombre d'emplois qui leur est réservé, l'excédent des emplois disponibles est attribué aux candidats faisant partie de la réserve de recrutement aux emplois non réservés. Si, par la suite, il est procédé à un nouveau recrutement soit par voie d'appel aux candidats, soit par voie

.../...

d'appel en service des candidats faisant partie de la réserve de recrutement aux emplois non réservés, un nouvel appel aux candidats est fait à l'intention des bénéficiaires de l'article 6, § 1er, de la loi du 27 juillet 1961, et, s'il échet, une nouvelle épreuve d'admission est organisée en vue de conférer les emplois réservés".

Article 10.

La définition que l'article 10 du projet donne du recrutement à titre temporaire est trop restrictive; en effet, le caractère temporaire du recrutement peut également résulter du fait que le contrat d'engagement est conclu pour une durée déterminée.

Jusqu'à présent, aucun arrêté d'exécution de l'article 6 de la loi du 27 juillet 1961 n'a précisé ce qu'il faut entendre par recrutement à titre temporaire au sens de l'article 6, § 2, de cette loi. Il n'appartient du reste pas au Roi d'interpréter la loi; l'article 10 doit être omis.

Article 11.

Il est préférable d'employer les termes de l'article 6, § 2, alinéa 1er de la loi du 27 juillet 1961. La première phrase devrait donc être rédigée comme suit :

.../...

"Article 11.-

En cas de recrutement à titre temporaire, les candidats bénéficiaires de l'article 6, § 2, de la loi du 27 juillet 1961 ne doivent subir aucune épreuve d'admission ...".

Article 12.

Tenant compte des observations qui ont été faites au sujet de l'article 5 du projet, il est proposé de rédiger l'article 12 comme suit :

"Article 12.-

Les candidats bénéficiaires du présent chapitre qui remplissent toutes les conditions d'admission requises, sont classés conformément à l'article 5 du présent arrêté".

Article 13.

Les mots "jusqu'à épuisement du quota réservé" devraient être remplacés par les mots "dans les limites du quota réservé".

Article 14.

La durée de validité de la réserve de recrutement aux emplois réservés doit être égale à celle de la réserve de recrutement aux emplois non réservés correspondants. Or, il n'est pas établi que la durée de validité de toutes les réserves de recrutement aux emplois non réservés est uniformément fixée à deux ans.

.../...

Cet article serait mieux rédigé comme suit :

"Article 14.-

Si un ou plusieurs emplois temporaires identiques à ceux que le recrutement avait pour but de conférer deviennent vacants, 50 p.c. de ces emplois sont attribués aux candidats bénéficiaires du présent chapitre qui n'ont pas été classés en ordre utile mais qui remplissaient toutes les conditions d'admission requises, selon l'ordre de leur classement.

L'alinéa 1er n'est applicable que dans la mesure où les règles en vigueur en matière de recrutement à titre temporaire dans les organismes d'intérêt public, mentionnés à l'article 1er du présent arrêté, prévoient la constitution d'une réserve de recrutement et dans les limites de la durée de validité de cette réserve".

Article 18.

L'article 18 devrait être scindé en deux articles dont le premier fixerait la date d'entrée en vigueur de l'arrêté et le second contiendrait l'exécutoire.

+

\+ +

.../...

Il est conforme à l'usage que les Ministres qui proposent un arrêté royal le contresignent. En l'occurrence, l'arrêté devrait porter le contreseing du Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique, du Ministre des Affaires économiques et de l'Energie et du Ministre de l'Agriculture.

\+

\+ +

L'omission des articles 2 et 10 du projet nécessite la revision du numérotage des articles et des références.

Het ontwerp geeft uitvoering aan artikel 6 van de wet van 27 juli 1961 houdende sommige maatregelen ten gunste van het beroepspersoneel der kaders van Afrika, wat betreft de toelating tot de betrekkingen bij de onder de Minister van Economische Zaken en Energie ressorterende instellingen van openbaar nut genoemd in artikel 1 van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut.

Die instellingen zijn :

1° de Regie der Belgische Rijkskoel- en vriesdiensten ;

2° de Dienst voor economische recuperatie (D.E.R.) ;

3° de Handelsdienst voor ravitaillering ;

4° het Instituut tot aanmoediging van het wetenschappelijk onderzoek in nijverheid en landbouw (I.W.O.N.L.);

5° het Belgisch Instituut voor normalisatie ;

6° het Nationaal Instituut voor de steenkolennijverheid ;

7° het Nationaal mijninstituut ;

8° de Nationale Delcrederedienst.

De Koning heeft het statuut van het personeel van die instellingen tot nog toe niet vastgesteld ter uitvoering van artikel 11, eerste lid, van voornoemde wet van 16 maart 1954. Op te merken is echter, dat de vaste personeelsleden der Regie der Rijkskoel- en vriesdiensten ingevolge artikel 19 van de besluitwet van 14 november 1944

.../ ...

houdende oprichting van die Regie onder een statuutregeling werden geplaatst. De opheffing van die besluitwet, bedoeld om het organiek statuut van de Regie in overeenstemming met de voorschriften van de wet van 16 maart 1954 te brengen, kan de vaste personeelsleden van die instelling het voordeel van de statuutregeling onmogelijk hebben doen verliezen.

Het ontwerp moet dus voorzien in een stel regelen die aangepast zijn bij de wijze van recrutering, eigen aan iedere betrokken instelling.

Voor de toepassing van de wet van 27 juli 1961 die regelen aangeeft, welke verschillen naargelang het om werving in vaste betrekkingen dan wel om werving in tijdelijk verband gaat,moet, ingeval onder contract wordt gerecruteerd, de werving worden geacht te geschieden in vast verband als de arbeidsovereenkomst voor onbepaalde tijd wordt gesloten, terwijl er tijdelijke werving is als de overeenkomst voor een bepaalde duur wordt gesloten of als er indienstneming is voor een bepaald werk, waarvan de uitvoering in de tijd beperkt is.

BIJZONDERE OPMERKINGEN.

Aanhef.

In het tweede lid moet de vermelding van het koninklijk besluit van 18 december 1957 vervallen, of als volgt worden geredigeerd : "gewijzigd onder meer bij koninklijk besluit...".

.../...

De considerans kan zonder bezwaar worden weggelaten. Dit geldt ook voor de verwijzingen naar de wets- en verordeningsbepalingen, die het organiek statuut van de in het ontwerp bedoelde instellingen vaststellen.

Niet te vermelden is het advies van de raad van beheer van die instellingen, dat terzake niet vereist is. Het ontwerp geeft immers alleen maar uitvoering aan de wet van 27 juli 1961 en is geenszins te beschouwen als een handeling die het bestuur of het beheer van die instellingen aangaat.

De Minister van Landbouw die ingevolge artikel 9 van het statuut van het I.W.O.N.L. insgelijks toezicht op die instelling uitoefent, moet het besluit mede voordragen en ondertekenen, en ook met de uitvoering ervan worden belast.

Artikel 1.

Artikel 1 geeft een opsomming van de instellingen van openbaar nut waarop het ontwerp toepassing vindt. Het is dan ook niet nodig nog te zeggen, dat het hier gaat om instellingen bedoeld in artikel 1 van de wet van 16 maart 1954.

\+ +

.../...

Voorgesteld wordt, het tweede lid als volgt te lezen :

"Alle vereisten en formaliteiten inzake werving in zulke betrekkingen zijn ... noch met die van dit besluit".

Artikel 2.

De in dit artikel bepaalde formaliteiten zijn in 't algemeen reeds voorgeschreven voor alle in de wet van 16 maart 1954 bedoelde instellingen van openbaar nut, met name door het koninklijk besluit van 1 oktober 1962 tot uitvoering van artikel 6 van de wet van 27 juli 1961 houdende sommige maatregelen ten gunste van het beroepspersoneel der kaders van Afrika, wat de wervingen in sommige openbare diensten betreft (Belgisch Staatsblad van 13 oktober 1962, blz. 9059). Artikel 2 kan dan ook vervallen.

Artikel 3.

Paragraaf 1 handelt over het programma van het toelatingsexamen, dat door de Koning moet worden bepaald ingevolge artikel 6, § 1, tweede lid, 8°, van de wet van 27 juli 1961, en is sterk geïnspireerd op artikel 3 van het koninklijk besluit van 4 december 1961, dat uitvoering geeft aan hetzelfde artikel 6 voor provincies en gemeenten.

.../...

Met alle onderstellingen inzake het programma van het examen of vergelijkend examen voor toelating tot de betrekkingen bij bedoelde instellingen is hier gerekend behalve met het geval dat het gewoon examen of het vergelijkend examen alleen op bepaalde vakken slaat en bedoeld is om de schoolkennis en de algemene ontwikkeling van de examinandi te toetsen.

Om in die leemte te voorzien vulle men artikel 3 aan met eenzelfde of een soortgelijke bepaling als in artikel 3 van voornoemd koninklijk besluit van 4 december 1961 voorkomt onder nr 4.

\+ +

Paragraaf 2 hoort veeleer thuis in artikel 5 van het ontwerp, dat handelt over de wijze waarop de kandidaten voor de voorbehouden betrekkingen worden gerangschikt en aangeeft naar welke maatstaven die rangschikking geschiedt.

\+ +

Paragraaf 3 neemt de bepalingen van artikel 6, § 1, derde lid, van de wet van 27 juli 1961, waarop het nochtans steunt, niet in acht.

.../...

Bijkomende voorwaarden voor de kandidaten tot de voorbehouden betrekkingen mogen alleen leeftijdsvereisten of vereisten in verband met de wetenschappelijke of de vakbekwaamheid zijn, en moeten door de Koning worden vastgesteld. Alleen dàn kunnen ze worden opgelegd als de te begeven betrekkingen technische of speciale betrekkingen zijn, die de Koning als zodanig heeft aangewezen.

De Koning kan de bevoegdheid die artikel 6, § 1, derde lid, van de wet van 27 juli 1961 hem geeft, niet op de raad van beheer van het I.W.O.N.L. overdragen.

Dat de betrekkingen van vast navorser en van attaché bij de navorsing bij het I.W.O.N.L. worden ingedeeld bij de technische of speciale betrekkingen als bedoeld in artikel 6, § 1, derde lid, van de wet van 27 juli 1961, dient dus in het besluit met zoveel woorden te worden gezegd.

Het ontwerp zou ook moeten zeggen welke leeftijd de begunstigden van artikel 6, § 1, van de wet van 27 juli 1961 in geen geval mogen overschrijden en aan welke vereisten inzake vak- en wetenschappelijke bekwaamheid ze moeten voldoen als zij voor zulke technische of speciale betrekkingen kandidaat zijn.

Met inachtneming van die opmerkingen wordt voorgesteld, § 3, van het ontwerp door de volgende tekst te vervangen :

.../...

"§ 3. De betrekkingen van vast navorser en van attaché bij de navorsing bij het Instituut tot aanmoediging van het wetenschappelijk onderzoek in nijverheid en landbouw zijn technische betrekkingen in de zin van artikel 6, § 1, derde lid, van de wet van 27 juli 1961.

Om tot die, overeenkomstig artikel 6, § 1, eerste lid, van die wet voorbehouden betrekkingen toegang te hebben, mogen de op het voordeel van artikel 6, § 1, van dezelfde wet gerechtigde kandidaten de leeftijd van ... niet hebben overschreden ; bovendien moeten zij aan dezelfde vereisten inzake beroepspraktijk en wetenschappelijke bekwaamheid voldoen als de kandidaten die niet op het voordeel van evengenoemd artikel 6, § 1, gerechtigd zijn".

Artikel 5.

Op de instellingen van openbaar nut vindt artikel 12 van de wet van 3 augustus 1919-27 mei 1947 betreffende de prioriteiten voor overheidsbetrekkingen feitelijk geen toepassing meer.

Gelet op die opmerking en op hetgeen in verbar met § 2 van artikel 3 van het ontwerp is gezegd, wordt voorgesteld artikel 5 als volgt te lezen :

.../...

"Artikel 5.-

§ 1. Ligt het aantal op het voordeel van dit hoofdstuk gerechtigde kandidaten die alle toelaatbaarheidsvereisten vervullen, hoger dan het aantal voorbehouden betrekkingen, dan worden die kandidaten gerangschikt naar een orde van voorrang, bepaald volgens het op de hierna aangegeven voet behaalde totaal aantal punten :

1° dienstactiviteit ... (verder zoals in artikel 5, § 1, van het ontwerp, met dien verstande dat in het voorlaatste lid naar 2° en 3°, en niet naar 1° en 2°, is te verwijzen).

§ 2. Valt de te begeven betrekking onder de wet van 3 augustus 1919 en 27 mei 1947, dan worden de op het voordeel van dit hoofdstuk gerechtigde kandidaten die alle toelaatbaarheidsvereisten vervullen, naar volgorde, op één van de vijf lijsten, bedoeld in artikel 5 van genoemde wet, ingeschreven.

Op de lijst waarop zij zijn ingeschreven worden zij gerangschikt naar een orde van voorrang, bepaald volgens het op de in § 1 aangegeven voet behaalde totaal aantal punten".

\+ +

De woorden "die alle toelaatbaarheidsvereisten vervullen" slaan zowel op werving mét als op werving zonder toelatingsexamen.

.../...

Artikel 6.

De woorden "tot de voorbehouden quota ... uitgeput is" vervange men door "zover de voorbehouden quota ... strekt".

Artikel 7.

Ingevolge artikel 6, § 1, tweede lid, 8°, en derde lid, van de wet van 27 juli 1961 kunnen de kandidaten voor de voorbehouden betrekkingen in geen geval aan een "vergelijkend examen" worden onderworpen.

Onder "geslaagde kandidaten" zijn te verstaan de kandidaten voor de voorbehouden betrekkingen die op het toelatingsexamen het vereiste puntenminimum hebben behaald. Dat ware in de tekst duidelijk te stellen.

Het is niet bij voorbaat uitgesloten, dat verordeningen terzake van werving bij de door het ontwerp genoemde instellingen voorzien in het aanleggen van een wervingsreserve, zelfs indien de kandidaten niet aan enig toelatingsexamen worden onderworpen.

Dat artikel houdt in, dat een reserve kan worden aangelegd voor de werving van kandidaten voor de voorbehouden betrekkingen die het vereiste puntenminimum hebben behaald maar niet batig gerangschikt zijn om te worden benoemd of aangeworven. Dat ware met zoveel woorden te zeggen.

.../...

Om al die redenen stelle men artikel 7 als volgt:

"Artikel 7.-

Wanneer één of meer vaste betrekkingen, gelijk aan die waarin de werving bedoelde te voorzien mochten vrijkomen, worden 50 t.h. daarvan rechtstreeks toegekend aan de op het voordeel van dit hoofdstuk gerechtigde kandidaten die niet batig waren gerangschikt maar alle toelaatbaarheidsvereisten vervulden, en wel naar de orde van hun rangschikking, onverminderd het prioriteitsrecht dat eventueel is verleend aan hen die voor een vergelijkend examen voor overgang naar de hogere categorie zijn geslaagd.

Het eerste lid geldt alleen in zover de regelen terzake van werving in vast verband bij de in artikel 1 van dit besluit vermelde instellingen van openbaar nut voorzien in het aanleggen van een wervingsreserve, en binnen de geldigheidsduur van die reserve".

Artikel 9.

Ter wille van de overeenstemming met artikel 6, § 1, eerste lid, van de wet van 27 juli 1961 ware in het tweede deel van artikel 9 ook te rekenen met de onderstelling dat een nieuwe werving met oproep tot kandidaten plaats heeft.

.../...

Ook in het geval dat zonder toelatingsexamen wordt geworven, ware te voorzien :

Artikel 9 leze men dus als volgt :

"Artikel 9.-

Ligt het aantal op het voordeel van dit hoofdstuk gerechtigde kandidaten die alle toelaatbaarheidsvereisten vervullen, lager dan het aantal hun voorbehouden betrekkingen, dan worden de resterende, beschikbare betrekkingen begeven aan de kandidaten die tot de wervingsreserve voor de niet voorbehouden betrekkingen behoren. Vindt naderhand een nieuwe werving plaats hetzij met oproep tot kandidaten hetzij met indienstroeping van kandidaten uit de wervingsreserve voor de niet voorbehouden betrekkingen, dan wordt een oproep tot kandidaten gedaan ten behoeve van diegenen die gerechtigd zijn op het voordeel van artikel 6, § 1, van de wet van 27 juli 1961, en wordt zo nodig een nieuw toelatingsexamen ingericht om de voorbehouden betrekkingen te begeven".

Artikel 10.

Het begrip werving in tijdelijk verband is in artikel 10 van het ontwerp te eng omschreven. Werving kan immers ook tijdelijk zijn doordat de arbeidsovereenkomst maar voor een bepaalde duur is gesloten.

.../...

Geen besluit ter uitvoering van artikel 6 van de wet van 27 juli 1961 heeft tot nog toe bepaald, wat onder werving in tijdelijk verband als bedoeld in artikel 6, § 2, van genoemde wet is te verstaan. Het staat trouwens niet aan de Koning de wet te interpreteren. Artikel 10 moet dan ook vervallen.

Artikel 11.

Men gebruike hier liefst de bewoordingen van artikel 6, § 2, eerste lid, van de wet van 27 juli 1961. De eerste volzin zou dan als volgt luiden :

"Artikel 11.-

In geval van werving in tijdelijk dienstverband, moeten de op het voordeel van artikel 6, § 2, van de wet van 27 juli 1961 gerechtigde kandidaten geen toelatingsexamen afleggen ...".

Artikel 12.

Met inachtneming van hetgeen bij artikel 5 van het ontwerp is opgemerkt, wordt voorgesteld artikel 12 als volgt te formuleren :

"Artikel 12.-

De op dit hoofdstuk gerechtigde kandidaten die alle toelaatbaarheidsvereisten vervullen, worden gerangschikt overeenkomstig artikel 5 van dit besluit".

.../...

Artikel 13.

De woorden "tot de hun voorbehouden quota uitgeput is" vervange men door "zover de voorbehouden quota strekt"

Artikel 14.

De wervingsreserve voor de voorbehouden betrekkingen moet dezelfde geldigheidsduur hebben als die voor de overeenkomstige niet-voorbehouden betrekkingen. Het staat inmiddels niet vast dat de geldigheidsduur van alle wervingsreserves voor niet-voorbehouden betrekkingen op twee jaar is vastgesteld.

Dat artikel ware als volgt te lezen :

"Artikel 14.-

Wanneer één of meer tijdelijke betrekkingen, gelijk aan die waarin de werving bedoelde te voorzien, mochten vrijkomen, worden 50 t.h. daarvan toegekend, naar de orde van hun rangschikking, aan de op het voordeel van dit hoofdstuk gerechtigde kandidaten die niet batig waren gerangschikt maar alle toelaatbaarheidsvereisten vervulden.

Het eerste lid geldt alleen in zover de regelen terzake van werving in tijdelijk verband bij de in artikel 1 van dit besluit genoemde instellingen van openbaar nut voorzien in het aanleggen van een wervingsreserve en binnen de geldigheidsduur van die reserve".

.../...

Artikel 18.

Dat artikel ware in twee artikelen te splitsen die onderscheidenlijk bepalen op welke datum het besluit in werking treedt en welke Ministers met de uitvoering ervan worden belast.

\+

\+ +

Ministers die een besluit voordragen, plegen het mede te ondertekenen. In het onderhavige geval is medeondertekening nodig vanwege de Minister van Binnenlandse Zaken en van het Openbaar Ambt, de Minister van Economische Zaken en Energie en de Minister van Landbouw.

\+

\+ +

Aangezien de artikelen 2 en 10 van het ontwerp vervallen, moeten de artikelen vernummerd en de verwijzingen aangepast worden.

La chambre était composée de

Messieurs : J.SUETENS, premier président,
de Heren : eerste voorzitter,

G.HOLOYE, conseillers d'Etat,
J.MASQUELIN, raadsheren van State,

P.DE VISSCHER, assesseurs de la section de législation,
J.ROLAND, bijzitters van de afdeling wetgeving,

G.DE LEUZE, greffier adjoint, greffier.
adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M.J.SUETENS.

Le rapport a été présenté par M.G.TACQ, substitut.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H.J.SUETENS.

Het verslag werd uitgebracht door de H.G.TACQ, substituut.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s.) G.DE LEUZE. (s.) J.SUETENS.